

EN PRÉSENCE DE AMAR GHOUL, HIER À TIZI-OUZOU

Réouverture de la RN 24 après 17 ans

Fermé à la circulation depuis 1994, pour des raisons sécuritaires, le tronçon de la RN 24 reliant Dellys (Boumerdès) à Tigzirt (Tizi-Ouzou), long de 26 kilomètres, a été officiellement rouvert, hier, par le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Des milliers de citoyens étaient des années durant condamnés à faire de longs détours pour rallier l'une des villes susmentionnées.

A vrai dire, la réouverture à la circulation de ce tronçon de la RN 24, qui a fait couler beaucoup d'encre tout au long de ces 17 dernières années, ne fait pas uniquement le bonheur des citoyens de Tigzirt et Dellys. Ceux d'Azeffoun et même de Béjaïa s'en réjouiront aussi, puisque cette réouverture permettra le rapprochement de leurs localités de la capitale.

Une vingtaine de militaires, des gardes communaux et un procureur ont été assassinés sur cette route. Bien avant sa fermeture, le procureur de la République exerçant à l'époque au tribunal de Tigzirt a été assassiné par un groupe terroriste, non loin de Mazer. Mais l'année 1994 restera,

sans aucun doute, gravée, et pour longtemps, dans la mémoire des éléments des services de sécurité et des citoyens de la région.

L'on se rappelle surtout des 15 militaires qui ont perdu la vie suite à l'explosion d'une bombe au passage de leur camion. Ou encore, l'assassinat, quelques mois auparavant, d'un capitaine de l'armée, Arezki Abdelhamid, un enfant du village susnommé. Et depuis, plusieurs militaires et gardes communaux ont été soit lâchement assassinés à l'aide d'armes à feu, soit par l'explosion de bombes, et cela sans parler de ces malheureux militaires blessés et parfois handicapés à vie. Trouvant la durée de la fermeture longue, les élus ont

interpellé le gouvernement. En 2008, alors que le chef du gouvernement parlait de «terrorisme résiduel» et ses ministres de «victoire sur les groupes armés», le député du RCD, élu de la région, trouvant la durée de la fermeture de ce tronçon de la RN 24 extrêmement longue, a interpellé le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nouredine Yazid Zerhouni.

Pour ce parlementaire, cette fermeture n'a plus sa raison d'être puisque toutes les autres routes du pays, fermées depuis longtemps, ont été rouvertes. «En dépit du discours officiel et triomphaliste sur le retour de la sécurité, cette route nationale est irrémédiablement fermée à ce jour», avait-il lancé à l'adresse du ministre de l'Intérieur. C'est Daho Ould Kablia, alors ministre des Collectivités locales, qui lui avait répondu. Il avait évoqué des raisons sécuritaires. Un paradoxe. En 2010, soit l'année dernière, le P/APW de Tizi-Ouzou,

Mahfoud Belabbas, n'avait jamais raté une occasion pour rappeler au wali et aux ministres, de passage dans la capitale du Djurdjura, la nécessité de rouvrir cette route du littoral kabyle et ses atouts pour le tourisme dans la région.

La même année, les commerçants de la daïra de Tigzirt se sont mobilisés, allant jusqu'à paralyser la cité balnéaire et les villages environnants. Ces derniers ont toujours vu dans la fermeture de cette route un acte politique visant à marginaliser leur localité.

Abdelkader Bouazghi lance les travaux de réfection en mars 2011

Accompagné des élus locaux et régionaux, des autorités militaires et de directeurs de wilaya, notamment celui des travaux publics et celui des forêts, le wali de Tizi-Ouzou, M. Bouazghi, avait lancé les travaux de réfection du tronçon endommagé sur sept kilomètres. L'on se souvient que le

premier responsable exécutif de la wilaya avait annoncé, ce jour-là, l'ouverture de la RN 24 pour la saison estivale 20011. C'était à la fin du mois de mars. Le wali avait aussi promis le revêtement de cette route, de la commune d'Ath Chaffâa (Azeffoun) jusqu'au lieudit 13^e kilomètre, dans la commune de Mizrana (Tigzirt), soit la totalité du tronçon de la route nationale traversant la wilaya dont il a la charge. Ce qui a fait rêver la population du littoral kabyle pour ensuite déchanter, le 30 septembre dernier, à la fermeture de la saison estivale.

A son ouverture hier par Amar Ghoul, les quelques automobilistes qui ont emprunté cette route n'ont enregistré que la réfection de la partie endommagée par les intempéries et le déboisement de part et d'autre de la chaussée, et ce, sur une distance de cinq kilomètres.

K. Bougdal

ARCELORMITTAL PIPES ET TUBES ALGERIA

368 travailleurs montent au créneau

La salle de réunion de la filiale ArcelorMittal Pipes et Tubes Algeria, anciennement Tubes Sans Soudures (TSS El Hadjar) était archicomble, hier mardi, à l'appel du syndicat de l'entreprise ArcelorMittal Annaba (AMA). Ils étaient là pour exprimer leur colère et décider des suites à donner à leur mouvement de revendications.

Après la présentation de la situation dans laquelle se trouve cette filiale depuis 18 mois, il a été décidé à l'unanimité des 368 travailleurs de cette filiale d'entreprendre, dès la fin décembre, courant, plusieurs actions pour amener les pouvoirs publics à trouver une solution à leur calvaire. Celui-ci est consécutif à l'arrêt de la production (des tubes) depuis le début du deuxième

semestre 2010, faute de commandes de la part d'entreprises algériennes, grandes utilisatrices de ce produit telles Sonatrach ou Sonelgaz.

Selon un responsable d'ArcelorMittal, celles-ci recourent à des fournisseurs de tubes étrangers au détriment de la production nationale, estime le secrétaire général du syndicat d'ArcelorMittal Annaba, Smaïl

Kouadria, qui présidait cette rencontre de protestation. Cela s'est répercuté négativement sur leurs salaires qui ont été réduits de près de moitié, a-t-on appris.

Devant cet état de fait, ils craignent la disparition pure et simple de leur outil de travail. Afin de ne pas arriver à cet ultime recours, ils ont décidé d'une première mesure. Ils projettent une marche sur Chaïba, siège du groupe Sider partenaire étatique à hauteur de 30%, d'ArcelorMittal Annaba afin de faire bouger les choses. Au cas où ils n'auraient pas satisfaction avant le 1^{er} janvier 2012, ils procéderont à la fermeture du siège de ce groupe et menacent de sortir ensuite dans la

rue pour faire entendre leurs voix. Ils demandent, en dernier ressort, leur intégration à ArcelorMittal Annaba ou carrément la nationalisation de leur filiale.

Dans un communiqué remis à la presse, et signé par le SG d'ArcelorMittal, on s'interroge sur la protection du produit national, de la préférence nationale pour les entreprises algériennes et sur la présence de l'Etat, régulateur économique, avant d'affirmer que les entreprises nationales «sont sacrifiées au profit des traders/besnassa (affairistes)».

Le même document présente un tableau de commandes en tubes durant les années 2009/2010. Celui-ci relève que Sonatrach a retenu trois fournisseurs étrangers pour un montant de 731 millions de dollars US «alors qu'ArcelorMittal Pipes et Tubes Algeria, seul fabricant de tubes au Maghreb a été disqualifié». Le secrétaire général du groupe Anabib, Mabrouk Moussaoui, dont les quatre tuberries font face à des problèmes identiques (manque de commandes) à celles de la TSS, a fait le déplacement d'Alger pour manifester sa solidarité avec les travailleurs de la TSS d'El Hadjar. Il profitera de cette occasion pour exposer devant la presse le recours d'entreprises étatiques à des fournisseurs étrangers dont les sociétés font du dumping. «Ces sociétés soutenues par leurs gouvernements sont exclues de la zone euro». Il présentera, à ce sujet, un document de la Communauté européenne portant le n°542/2002 du 26 mars 2002, instituant «un droit anti dumping provisoire sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés en fer ou en acier non alliés originaires».

A. Bouacha

TAXE POUR LES DÉCHETS HOSPITALIERS

24 000 DA la tonne de stock

L'hôpital de Kouba s'est doté, depuis hier, d'un incinérateur moderne pour l'élimination des déchets hospitaliers. Une opération pilote d'un montant de 40 millions d'euros menée dans le cadre de la coopération algéro-belge. Le ministre de l'Environnement a indiqué qu'une taxe d'incitation au déstockage des déchets liés aux activités de soins générés par les hôpitaux et les cliniques a été instituée.

Les établissements hospitaliers disposent d'un délai de 3 ans pour se soumettre à la réglementation.

Les contrevenants devront payer une taxe qui a été fixée à un taux de référence de 24 000 DA la tonne, a précisé

Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement de territoire et de l'Environnement en marge de l'inauguration officielle, hier, avec le ministre de la Santé et l'ambassadeur de Belgique, du nouvel incinérateur des déchets hospitaliers installé aux

CHU Bachir-Mentouri de Kouba. L'appareil qui fonctionne avec du gaz naturel a une capacité de destruction de 70 à 1 000 kg/heure et une durée de cycle de 8 heures/jour. Il prendra en charge les déchets de l'hôpital de Kouba ainsi que des établissements limitrophes.

Selon le ministre de la Santé, l'ensemble des CHU et des hôpitaux seront dotés de ce genre d'incinérateurs.

Le plan national de gestion des déchets spéciaux préconise deux options techniques pour le traitement des déchets d'acti-

tés de soins. Il s'agit de l'incinération et la désinfection.

Selon le ministre de l'Environnement «les installations de traitement sont encadrées sur le plan environnemental par la réglementation sur l'installation classée et les normes ISO 14 000. L'autorisation de leur exploitation n'est délivrée qu'après avoir réalisé une étude ou une notice d'impact sur l'environnement, selon le cas et une étude de danger».

S. A.

Les précisions de la Direction de la santé de Bordj Bou-Arréridj

Je viens respectueusement vous demander de bien vouloir publier le texte suivant en vertu du droit de réponse, à la lettre ouverte adressée par voie de presse, en date du 15/12/2011, au président de la République par le Conseil régional des pharmaciens de Sétif ; intitulée : (Bordj Bou-Arréridj se soumet-elle aux exigences de l'Etat de droit), portant la signature du D^r Nabil Trabelsi.

Monsieur le Président du Conseil régional de Sétif, de l'Ordre des pharmaciens, je vous fais part que je ne me souscris pas à vos propos calomnieux et diffamatoires ; qui sonnent comme une insulte à l'endroit de ceux qui sont chargés de la gestion de la chose publique dans la wilaya de Bordj Bou-

Arréridj qui, plus, est la santé.

A ce titre, vous m'incriminez outrageusement d'avoir bafoué la loi 85/05 de février 1985, et l'arrêté numéro 02/MSP du 15 janvier 2005 qui fixent les conditions d'installation et de transferts d'une officine de pharmacie.

La DSP de wilaya de Bordj Bou-Arréridj a toujours été respectueuse des lois, notamment celles régissant l'implantation des officines dans les zones enclavées, et ce, conformément à la circulaire n°03/SP/Min/MSPRH/05 du 05.11.2005.

Contrairement à ce que vous avez avancé, la Direction de santé de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj s'inscrit dans la politique

nationale ; qui est d'assurer l'équité pour tous :

Le citoyen ; le malade d'une part, et le **pharmacien** d'autre part, dans le strict respect de la réglementation algérienne, basée sur une transparence absolue. Je déplore par ailleurs l'attitude du signataire de la lettre, face à toute cette hostilité qui nous a été manifestée au moment où on s'attendait plutôt à un soutien au processus de développement du secteur de la santé dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj.

Votre lettre ouverte a été publiée le 15/12/2011 alors que la Direction de la santé de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj vous a invité à assister ce jour même à une séance

de concertation pour de nouveaux postes ; au passage je précise qu'une invitation vous a été adressée le 06/12/2011 sous le n°30445 ; vous laissant largement le temps de participer à ladite séance ; et d'exprimer votre avis séance tenante.

Votre absence et la publication de votre lettre accusatrice laissent penser que vos intentions n'avaient rien de louables.

Est-il nécessaire de vous rappeler que la DSP n'a de tutelle que **Monsieur le ministre de la Santé publique, et Monsieur le wali de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj**, et que par conséquent, elle n'a nullement besoin de tuteur, ni de censeur autoproclamé.